
Commission de la santé et des services sociaux

L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES
DU QUÉBEC**

RÉPONSES AUX QUESTIONS GÉNÉRALES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
1. Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour l'année financière 2015-2016 :	15
a) les endroits et dates de départ et de retour;	
b) la copie des programmes et rapports de mission;	
c) les personnes rencontrées;	
d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);	
e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;	
f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;	
g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour;	
h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.	
i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.	
2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016:	16
a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;	
b) les coûts ventilés ;	
c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.	
d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.	
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :	17
a) la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017;	
b) les noms des firmes de publicité retenues;	
c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);	
d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;	
e) le but visé par chaque dépense;	
f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;	
g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.	

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.): 21

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

5. La liste des dépenses en formation de communication : 24

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

6. La liste des dépenses en formation de communication : 25

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant: 26

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : 32

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : 33

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat : 34
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016: 35
- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat;
 - h) sa rémunération annuelle.
12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : 36
- a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
 - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes: 37
- a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement;
 - e) le distributeur d'eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.
14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie : 38
- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
 - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
 - c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
 - d) les coûts d'acquisition des appareils;
 - e) le coût d'utilisation des appareils;
 - f) le coût des contrats téléphoniques;
 - g) les noms des fournisseurs;
 - h) le nombre de minutes utilisées;
 - i) les ordinateurs portables;
 - j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
 - k) le coût des frais d'itinérance;
 - l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.
15. a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus. 39
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins. 39
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre total de jours de maladie pris par le personnel. 39
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi. 39

- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail. 39
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel. 39
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi. 39
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique. 39
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers. 40
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions). 40
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir. 40
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie. 40
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions). 40

- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires. 40
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires. 40
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ. 40
16. a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées. 49
- b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux : 50
- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : 53
- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016, en indiquant pour chaque individu : 54
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l'adresse du port d'attache;
 - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) la description de tâches;
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016;
 - j) le nombre total d'employés au cabinet;
 - k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2014-2015 et 2015-2016;
 - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.
20. Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : 55
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : 59
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : 61
- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2016-2017.
23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : 62
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - b) prévisions pour 2016-2017;
 - c) par catégorie d'âge.

24. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : 63
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
25. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement : 64
- a) le coût de chacun;
 - b) le fournisseur;
 - c) la nature du service;
- Ventiler le montant total par catégories.
26. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre. 66
27. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : 67
- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site.
28. Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: 69
- a) la liste;
 - b) le nom de la personne;
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;
 - d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
 - e) le résultat du travail effectué;
 - f) les échéances prévues;
 - g) les sommes impliquées.
29. Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés. 70

30. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016: 71
- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
31. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016 : 72
- a) le coût (déplacements, etc.);
 - b) le nombre de ressources affectées;
 - c) le nombre de rencontres;
 - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
 - e) l'objet;
 - f) les dates.
32. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation. 73
33. La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi. 74
34. Le détail des crédits périmés et reportés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017. 75
35. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017. 76
36. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017. 77
37. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme. 78

38. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis. 79
39. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat. 80
40. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire. 81
41. Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : 82
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
42. Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne : 83
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés
43. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes. 84
44. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente. 85
45. Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle. 86
46. Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015. 87
47. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement. 88

48.	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.	89
49.	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2015-2016 et prévision pour 2016-2017.	90
50.	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.	91
51.	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.	92
52.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	93
53.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.	94
54.	Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.	95
55.	Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.	96

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

56.	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017:	97
	<ul style="list-style-type: none"> a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques. 	

57. a 98
 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b
 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
58. 99
 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
59. 100
 Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :
- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
 - b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
 - c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
 - d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.
- Fournir les prévisions pour 2016-2017.
60. 101
 Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
61. 102
 Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et 2015-2016 en indiquant pour chacun :
- a) le sujet;
 - b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
 - c) les coûts reliés à sa réalisation;
 - d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.
- Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.
62. 103
 Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:
- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
 - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
 - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2015-2016 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé ;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

RÉPONSE NO 1

L'Office des personnes handicapées du Québec n'a effectué aucun voyage hors Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 2

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016 :

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

RÉPONSE NO 2

Les membres du conseil d'administration et le dirigeant d'organisme n'ont effectué aucun déplacement en avion ou en hélicoptère.

QUESTION NO 3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

RÉPONSE NO 3

Dépenses en publicité

- Moins de 25 000 \$

Voir tableau de la page suivante.

- Plus de 25 000 \$

L'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 3

Dépenses en publicité, en articles promotionnels et en commandite

Fournisseur	But visé	Coût
Colloque a11yQC	Publicité - Plan de visibilité - soutien	495,00 \$
Action main-d'oeuvre M.T.L. inc.	Colloque ROSEPH	1 500,00 \$
Association québécoise interuniversitaire des Conseillers aux étudiants en situation de handicap (AQICESH)	Soutien financier 2015-2016 AQICESH - Commandite Forum international L'étudiant au coeur de nos pratiques : une vision pour l'avenir ! du 1er au 3 juin 2015	2 500,00 \$
Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie	Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie - publicité	125,00 \$
Association québécoise des étudiants ayant des incapacités postsecondaire (AQEIPS)	Commandite pour bourse d'études	500,00 \$
Association des implantés cochléaires du Québec	Association des implantés cochléaires du Québec - publicité	175,00 \$
Association des personnes handicapées actives de Mékinac	Commandite pour APHA 35e anniversaire	250,00 \$
Association des personnes handicapées actives de Mékinac	Publicité souper-bénéfice	250,00 \$
Association des sourds de Lanaudière inc.	Association des Sourds de Lanaudière inc. - publicité	100,00 \$
Association des sourds de l'Estrie inc.	Commandite Programme de sensibilisation pour souper-spectacle Martin Deschamps	80,00 \$
Association du syndrome de Usher du Québec (ASUQ)	Syndrome de Usher du Québec	50,00 \$
Association pour l'intégration sociale [Région de Québec]	Commandite semaine Québécoise de la déficience intellectuelle	700,00 \$
Association québécoise de la dysphasie région Montérégie	Colloque 28 mai 2016 kiosque	500,00 \$
Association québécoise des transports	Publicité dans revue Routes & Transports	631,00 \$
Association québécoise pour le loisir des personnes handicapées	Financement Destination Loisirs 2016	2 000,00 \$
Axin	Production de T-shirts pour équipe SQPH 2015	92,00 \$

Fournisseur	But visé	Coût
Brad	Création visuel trouble du spectre de l'autisme SQPH 2016	11 653,00 \$
Centre de réadaptation Lucie-Bruneau	Demande de commandite Carrefour des connaissances	1 500,00 \$
Centre interdisciplinaire recherche réadapt. & intégration sociale	8e colloque étudiant du CIRRIS	200,00 \$
Cogeco Metromedia	Placement médias dans les stations de métro de Montréal SQPH 2016	5 390,00 \$
Colleen Bilodeau	Traduction en anglais des feuillets de la Semaine 2016	57,00 \$
Colloque multidisciplinaire sur la sclérose en plaques	Société canadienne de la sclérose en plaques [division du Québec]	31,00 \$
Conseil pour la protection des malades	Publicité lors du 14e Colloque du Conseil pour la protection des malades	500,00 \$
Cossette (Centre de services partagés du Québec (CSPQ))	Envoi de matériel aux médias imprimés (publicité de lancement du Prix À part entière)	82,50 \$
Fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.	Commandite calendrier 2015-2016	250,00 \$
Fédération québécoise de l'autisme	1 page publicité revue L'EXPRESS	600,00 \$
Imprimerie Lemire	Impression de feuillets de la Semaine 2015	450,00 \$
Imprimerie M.S.	Impression affiche spectacle-conférence 2015	85,00 \$
Institut des troubles d'apprentissage	Association québécoise des troubles d'apprentissage - colloque Parents 7 novembre 2015 commandite publicité (AQETA)	500,00 \$
Laurence Labat photographe	Photographies officielles du porte-parole et des parrains et marraines d'honneur	1 225,00 \$
Le Droit	Texte publicitaire - Semaine déficience intellectuelle	585,00 \$
Merlicom inc.	Publicité - Magazine Urba	1 430,00 \$
Moelle épinière et motricité Québec	Publicité - annonceur Argent	500,00 \$
MRDG graphisme impression	Graphisme Plan de commandite SQPH 2016	413,00 \$
MRDG graphisme impression	Graphisme cahier de mise en candidature	420,00 \$
MRDG graphisme impression	Montage publicité Prix APE 12 formats différents	360,00 \$
MRDG graphisme impression	Publicité Journée québécoise des lésions médullaires 2015 (JQLM)	55,00 \$
MRDG graphisme impression	Adaptation d'un publicité existante pour l'association du Syndrome de Usher du Québec (ASUQ)	68,75 \$

Fournisseur	But visé	Coût
MRDG graphisme impression	Adaptation d'un publicité existante pour l'association des implantés cochléaires du Québec (AICQ)	55,00 \$
MRDG graphisme impression	Adaptation d'un publicité existante pour Le Droit et Le Devoir	120,00 \$
Odace communication	Adaptation de la version anglaise, l'affiche et du feuillet de la Semaine québécoise des personnes handicapées du Québec 2016 (SQPH)	90,00 \$
Odace communication	Publicité Aménagement du territoire pour magazine Urba	105,00 \$
Odace communication	Adaptation d'une publicité existante pour carnet souvenir de l'association des sourds de Lanaudière	30,00 \$
Odace communication	Adaptation d'un publicité existante pour revue Colloque Parents 2015 de l'institut des troubles d'apprentissages (ITA)	45,00 \$
Odace communication	Adaptation d'un publicité existante pour Parcours sans obstacle pour revue Routes & Transports	54,00 \$
Ozone création	Encart SSP - ajustement pour la version anglaise	130,00 \$
Productions Cime	Production de la vidéo promotionnelle SQPH 2016	3 500,00 \$
Productions Patrice Paquin	Production de deux vidéos Web (Facebook) SQPH 2016	1 105,00 \$
Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain (RAAMM)	Soutien financier - 35e anniversaire du RAAMM	1 500,00 \$
Salon de l'autisme	Kiosque et publicité, Salon de l'autisme (TSA) du Québec	235,00 \$
Sérigraphie Élite	Impression des paraposts de la Semaine 2015	218,00 \$
Société d'art et d'histoire de Beauport inc.	Publicité - Société d'art et d'histoire de Beauport (Maison Girardin)	400,00 \$
Table concertation loisir pers. déficience intellec. MRC Drummond	19e édition Tournoi provincial hockey balle Drummondville	100,00 \$

QUESTION NO 4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 4

Type d'événement	But visé	Firme	Mode d'octroi	Coût
Semaine québécoise des personnes handicapées (SQPH), édition 2015	Hébergement, déplacement et repas	Martin Deschamps inc.	Marché de gré à gré	1 391,78 \$
	Hébergement, déplacement et repas	Équipe de l'Office	Marché de gré à gré	639,18 \$
	Frais de poste	Postes Canada	Marché de gré à gré	6 273,20 \$
	Publipostage des affiches et feuillets promotionnels	Groupe TAQ	Marché de gré à gré	3 046,01 \$
	Production de T-shirts pour équipe SQPH 2016	Axin	Marché de gré à gré	91,70 \$
	Placement médias dans les stations de métro de Montréal	Cogeco Metromedia	Marché de gré à gré	5 390,00 \$
	Placement médias (Web)	Cossette (Centre de services partagés du Québec (CSPQ))	Contrat à exécution sur commande du CSPQ	36 040,01 \$
	Placement médias (Radio)	Cossette (Centre de services partagés du Québec (CSPQ))	Contrat à exécution sur commande du CSPQ	30 467,53 \$
	Acquisition d'une nouvelle structure de parapost, petit format (30 po X 90 po)	Mediasystems	Marché de gré à gré	605,00 \$
	Diffusion de communiqués et d'invitations aux médias	CNW Telbec	Marché de gré à gré	331,56 \$
Réimpression de feuillets	Imprimerie Lemire	Marché de gré à gré	450,00 \$	
Semaine québécoise des personnes handicapées (SQPH), édition 2015	Impression d'un nouveau parapost	Sérigraphie Élite	Marché de gré à gré	218,00 \$

Type d'événement	But visé	Firme	Mode d'octroi	Coût
	Impression d'affiches pour le spectacle-conférence de Martin Deschamps	Imprimerie MS	Marché de gré à gré	85,00 \$
	Contrat de porte-parole	Martin Deschamps inc.	Marché de gré à gré	13 500,00 \$
	Production de capsules vidéos mettant en vedette le porte-parole Martin Deschamps	Productions Patrice Paquin	Marché de gré à gré	1 533,10 \$
	Prise en charge des relations de presse en lien avec la Semaine	Communications Lise Raymond	Marché de gré à gré	4 000,00 \$
	Concours Facebook "Martin Deschamps à emporter"	Code Rubik	Marché de gré à gré	56,19 \$
	Production de vidéos destinées à Facebook	Productions Patrice Paquin	Marché de gré à gré	250,00 \$
	Signage LSQ pour capsules vidéos	Glose Communication inc.	Marché de gré à gré	644,00 \$
	Signage LSQ pour vidéos destinées à Facebook	Glose Communication inc.	Marché de gré à gré	586,00 \$
	Tournage et photographie pour un spectacle-conférence de Martin Deschamps à Sherbrooke	ID Conception inc.	Marché de gré à gré	1 574,00 \$
	Location d'une console de sonorisation pour un spectacle-conférence de Martin Deschamps à Sherbrooke	Sonotel (Guy Duval multimédia)	Marché de gré à gré	100,00 \$
	Photographe pour spectacle-conférence à Drummondville	Studio K	Marché de gré à gré	112,50 \$
	Interprète LSQ pour spectacle-conférence à Drummondville	Glose Communication inc.	Marché de gré à gré	420,40 \$
	Interprète LSQ pour spectacle-conférence à Sherbrooke	Service d'interprétation pour personnes sourdes de l'Estrie	Marché de gré à gré	120,00 \$
	Traduction et production de vidéos LSQ pour jeu-questionnaire SQPH 2015	Cinéall	Marché de gré à gré	923,83 \$
	Location d'une toilette chimique pour personnes handicapées (spectacle-conférence à Sherbrooke)	Entreprise LTCA inc.	Marché de gré à gré	250,00 \$
Conférence de presse pour le lancement du Plan 2015-2019 des engagements gouvernementaux, en présence de la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie, madame Lucie Charlebois	Réservation d'un local	Bibliothèque et Archives nationales du Québec	Marché de gré à gré	580,00 \$
	Photographies officielles de la conférence de presse	Isabelle Bergeron photographe	Marché de gré à gré	100,00 \$

QUESTION NO 5

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

RÉPONSE NO 5

L'Office des personnes handicapées du Québec n'a eu aucune dépense en formation de communication.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 6

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

RÉPONSE NO 6

L'Office des personnes handicapées du Québec n'a eu aucune dépense en formation de communication.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

RÉPONSE NO 7

- Moins de 25 000 \$

Voir tableau dans les pages suivantes.

- Plus de 25 000 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 7

Liste des contrats moins de 25 000 \$

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Coût	Mode d'octroi du contrat
Action main-d'oeuvre M.T.L. inc.	Inscription colloque ROSEPH	1 500,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Altilogix inc.	Contrat annuel de maintenance et de support - Pytheas	3 912,55 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Ateliers T.A.Q. inc.	Pliage d'affiches - Impression pour distribution des affiches et feuillets SQPH 2015	3 046,01 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Ateliers T.A.Q. inc.	Expédition du matériel promotionnel SQPH 2016	3 723,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Avion Rouge inc.	Montage graphique du Rapport annuel de gestion 2014-2015	5 500,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Bossy-Labelle inc.	Estampage braille cartes d'affaires	1 408,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	MA Internet et MA Radio - SQPH 2015	23 846,80 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Système SADE 2015-2016	1 675,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	caisson autoportant (M-3043-7)	462,50 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Mise en page Guide Analyse d'impact sur les personnes handicapées...	1 102,50 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Impression Cartes Professionnelles	2 241,09 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Certificats Web Août 2015 à Août 2017 SSL Standard Advantage 2 ans	1 040,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Traitement sur ordinateur central, services d'accès et de connexité sur plate-forme centrale partagée	2 015,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Impression de 1 500 formulaires de mise en candidature du Prix APE 2016	1 209,45 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Création visuel moteur autisme + formats imprimés	11 653,68 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Mise en page du guide de soutien à la famille, 4e édition	1 204,50 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Centre Hi-Fi	Téléviseurs	2 786,95 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cinéall	Adaptation vidéo Passerelle vol. 7 no. 1	1 013,43 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Coût	Mode d'octroi du contrat
Cinéall	Traduction en LSQ ExpressO vol. 9 no. 1	1 640,63 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cinéall	Traduction en LSQ du document Express'O vol.9 no. 2	1 215,03 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cinéall	Traduction en LSQ de 4 lettres confidentielles Production : 690,23 \$ Traduction LSQ : 480	1 170,23 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cinéall	Traduction en LSQ du document : Express-O vol.9 no. 3	1 103,03 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cinéall	Traduction en LSQ du Guide et formulaire du programme SOP 2015	1 730,23 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cinéall	Traduction en LSQ du document	1 696,63 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cinéall	Traduction en LSQ : Passerelle Vol. 7 no. 1 - Septembre 2015 (réédition)	1 024,63 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cinéall	Traduction en LSQ du document Express-O, vol. 9, no. 5, 17 septembre 2015	1 741,43 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cinéall	Traduction en LSQ - JIPH pour le site Web	1 136,63 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cinéall	Traduction en LSQ - Express-O vol. 9 no. 6, 3 décembre 2015	1 707,83 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cinéall	Traduction en LSQ - Guide des mesures fiscales 2015	5 375,83 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cinéall	Traduction en LSQ - Express-O vol. 9 no. 7	1 915,03 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cinéall	Traduction en LSQ - Guide et formulaire du programme SOP 2016-2017	2 116,63 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cinéall	Traduction en LSQ - Express-O vol 9 no 8	1 780,63 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cinéall	Traduction en LSQ - Cahier de mise en candidature Prix APE	1 349,43 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Comm. de la Santé et des Serv. Sociaux des Prem. Nations du Qc et du Labrador	Recherche et rédaction d'infos pour personnes handicapées des Premières Nations	13 585,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Communication Demo inc.	Communication Demo - Facture d'avril 2015 - Revue de presse électronique	1 838,82 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Communication Demo inc.	Revue de presse électronique - Mai 2015	1 689,55 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Communication Demo inc.	Revue de presse électronique de juin	1 195,13 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Communication Demo inc.	Revue de presse électronique - Juillet 2015	1 027,06 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Communication Demo inc.	Revue de presse électronique de septembre 2015	1 598,09 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Communication Demo inc.	Revue de presse électronique d'octobre 2015	1 429,97 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Coût	Mode d'octroi du contrat
Communication Demo inc.	Revue de presse électronique - Novembre 2015	1 331,79 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Communications Lise Raymond inc.	Contrat entre Communications L. Raymond et l'Office - Relations de presse SQPH	4 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Communications Lise Raymond inc.	Relations de presse SQPH 2016	3 800,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Communications Lise Raymond inc.	Relations de presse Prix APE 2016	3 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Drummond Info Plus inc.	Renouvellement support antivirus TrendMicro 1 an	2 499,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Drummond Info Plus inc.	Batterie de secours - UPS Tripp Lite Smart 3000net	1 216,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Fonds des ressources informationnelles du secteur SSS (0773)	télé-accès réseau - jetons	4 752,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Glose communication inc.	Traduction en LSQ, Espresso vo. 8 no. 10	1 590,25 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Glose communication inc.	Traduction en LSQ, avec interprète sourde du document - Plan 2015-2019 des engagements gouvernementaux	2 802,15 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Hewlett-Packard [Canada] cie	Renouvellement VmWare	1 468,80 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Hypertec Systèmes inc.	Micro-ordinateurs (voir détails en annexe)	5 490,36 \$	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION
Hypertec Systèmes inc.	Dell P2214H moniteurs	681,75 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Hypertec Systèmes inc.	Micro ordinateur portable UltraBook	5 459,05 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
ID Conception Sherbrooke inc.	Production et tournage dans le cadre de la SQPH 2015	1 574,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Imprimerie Héon & Nadeau Itée	300 brochures PEG 2015-2019	1 052,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Imprimerie Héon & Nadeau Itée	Guide des mesures fiscales 2015 - 1000 exemplaires	3 477,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Imprimerie Héon & Nadeau Itée	Réimpression du guide mesures fiscales (800)	2 873,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Imprimeries Transcontinental inc.	Impression encart sur les programmes de soutien financier - Retraite Québec	7 923,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Institut Nazareth et Louis-Braille	Point par point_Adaptation RAG 2014-2015_Gros caractères et adaptation en e-text	1 440,31 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Irosoft inc.	Service d'entretien de la solution - 115 licences 6 août 2015 au 5 août 2016	11 727,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Kiwi Graphik	Supports à bannière, système Rollox 33	1 620,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Coût	Mode d'octroi du contrat
Laurence Labat Photographe	Session de photo pour SQPH	1 225,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Martin Deschamps inc.	Contrat de services concernant la participation de Martin Deschamps à la SQPH 2015	13 500,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Martin Deschamps inc.	Facture de Martin Deschamps inc. - Frais de déplacement SQPH 2015	1 252,86 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Martin Deschamps inc.	Participation à la SQPH 2016	7 500,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Mégaburo inc.	Déchetiseur coupe croisé LX20-30	1 933,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Merlicom inc.	Soutien financier - Publicité - Magazine Urba	1 430,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Métromédia CMR plus inc.	Diffusion de capsule (35 occ./jour) dans le cadre de la SQPH	5 390,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
MicroAge (Drummond informatique ltée)	Support Coverage VMware vCenter Server 6 Foundation for vSphere up to 3 hosts (Per Instance)	936,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Mondo In inc.	Maintenance et soutien technique 2015-2016	2 393,30 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Musée du Bronze d'Inverness - Centre d'interp. de fonderie d'art	Trophées bronze, prix national APE 2016	2 315,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Novell Canada, Ltd	Renouvellement maintenance Novell ALA - 1 an	5 200,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Odace Communication	Mise en page du Guide des programmes destinés aux personnes handicapées, famille et proches	1 920,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Point-Par-Point inc.	Point-Par-Point inc. - Transcription braille Guide des mesures fiscales 2015	1 630,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Postes Canada	Postes Canada - Facture 9564710371 (2015-05-04) - Envoi matériel promotionnel SQPH 2015	6 273,20 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Productions Cime	Vidéo promotionnel SQPH 2016	3 500,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Productions Patrice Paquin	Tournage et montage 5 capsules vidéos d'une durée de 30 secondes SQPH	1 533,10 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Productions Patrice Paquin	Clip de lancement et de clôture SQPH 2016	1 105,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
SB Pro Cablage	Installation de téléviseurs	950,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Société Logique inc.	Modification au chapitre IV - Ascenseurs et autres appareils élévateurs - Code de construction du Québec - Étape 1 et 2	4 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Société Logique inc.	Étude d'impact réglementaire - projet de règlement sur l'accessibilité des logements 2015-2016	17 391,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Coût	Mode d'octroi du contrat
Société québécoise des infrastructures (SQI)	Réparation d'un module pour chargeur de batterie du système kanteck	1 226,50 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Société québécoise des infrastructures (SQI)	Installation d'un borne de recharge pour voiture électrique	15 837,13 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Société québécoise des infrastructures (SQI)	Travaux suite à la rétrocession d'espace	4 262,99 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Société québécoise des infrastructures (SQI)	Alimentation électrique, salle des concentrateurs	2 080,59 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Société québécoise des infrastructures (SQI)	Insonorisation salle de réunion Trois-Rivières	9 629,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Solutions Novaxis inc.	Accès base de données	2 029,86 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
SOM	Sondage satisfaction de la clientèle	10 150,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
SVI E solutions inc.	Location de salle via eLearning et eMeeting	1 440,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Transport St-Joseph [1976] inc.	Services de déménagement Drummondville-Montréal	1 246,33 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Transport St-Joseph [1976] inc.	Réaménagements POA	1 485,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Transport St-Joseph [1976] inc.	Services de déménagement Longueuil-Montréal	1 162,88 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Vertisoft inc.	Refonte de l'intranet	1 995,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Vues et voix	Transcription sonore du Plan des engagements gouvernementaux 2015-2019	1 027,50 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

RÉPONSE NO 8

- b) BRAD
- d) Supplément de 1 099,25 \$
- e) Le Secrétariat à la communication gouvernementale a demandé quelques changements en lien avec l'utilisation de l'image gouvernementale; ajout, peu avant l'envoi des fichiers finaux, d'un nouveau partenaire financier (Hydro-Québec), ce qui a nécessité un retour aux tables de travail pour l'équipe de BRAD.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

QUESTION NO 9

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

RÉPONSE NO 9

L'Office des personnes handicapées du Québec n'a effectué aucun appel d'offres public.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

QUESTION NO 10

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

RÉPONSE NO 10

La réponse à cette question est fournie à la question n° 7.

QUESTION NO 11

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016 :

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

RÉPONSE NO 11

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

QUESTION NO 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

RÉPONSE NO 12

Aucun projet initié en 2015-2016 par l'Office des personnes handicapées du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 13

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

RÉPONSE NO 13

	Total
Photocopie	12 380,43 \$
Mobilier de bureau	1 230,38 \$
Ameublement	- \$
Décoration et embellissement	- \$
Distributeur d'eau de source	- \$
Remboursement des frais de transport	8 341,81 \$
Remboursement des frais d'hébergement	43 697,96 \$
Remboursement des frais de repas	19 925,55 \$
Remboursement des frais d'alcool et fêtes	- \$
Ensemble des dépenses applicables à des congrès, des colloques et toute session de type de perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec b) à l'extérieur du Québec	24 399,58 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC****- Réponses aux questions générales -**

QUESTION NO 14

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance.
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu

RÉPONSE NO 14

	Nombre	Coût
Nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés	51	
Nombre de tablettes électroniques et portables utilisés (IPAD ou autres)	76	
Nombre de téléavertisseurs utilisés	0	
Coût d'acquisition des appareils		11 578,00 \$
Coût d'utilisation des appareils		15 135,67 \$
Coût des contrats téléphoniques		0
Nombre de minutes utilisées	81 913,34	
Coût des frais d'itinérance		221,66 \$
Coûts de résiliation		880,00 \$
Nom des fournisseurs	Rogers et Bell Mobilité	

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnel* (art. 4 paragraphe 25).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 15

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
 - b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
 - c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
 - d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
 - e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
 - f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
 - g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
 - h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15A et B

Le nombre (employés réguliers) et la répartition par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) - Année 2015-2016 ¹

Catégorie d'emploi	Selon le sexe		Total	35 ans et moins	Plus de 35 ans	Handicapés	Communautés culturelles	Anglophones	Autochtones
	H	F		Nombre	Nombre				
Cadres supérieurs et hors cadres	1	5	6	0	6	0	0	0	0
Professionnels	26	40	66	11	55	6	4	0	0
Personnel de bureau et techniciens	5	23	28	2	26	3	1	0	0
Ouvriers	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	32	68	100	13	87	9	5	0	0

¹ Source : Données SAGIR en date du 22 mars 2016

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15C

Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel - 2015-2016 ¹

Catégorie d'emploi	Maladie (120)	Assurance-salaire P2 (246)	Assurance-salaire P3 (248)	Délai de carence (270)	Total
Cadres supérieurs et hors cadres	20	44	0	0	64
Professionnels	612	518	0	10	1140
Personnel de bureau et techniciens	246	185	0	5	436
Ouvriers	0	0	0	0	0
Total	878	747	0	15	1640

¹ Source : Données SAGIP en date du 22 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15D

Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 et 100 jours ou plus - Année 2015-2016

Catégorie d'emploi	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Cadres supérieurs et hors cadres	1	2	1	2
Professionnels	27	29	14	11
Personnel de bureau et techniciens	17	14	5	3
Ouvriers	0	0	0	0
Total	45	45	20	16

Source : Données SAGIP en date du 22 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15E

Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) - Année 2015-2016

Cumulatif du temps supplémentaire payé et compensé du personnel régulier et occasionnel au 2016-03-22														
Nombre d'heures effectuées	Professionnels				Personnel de bureau et technicien				Cadres					
	Payées		Compensées		Nombre d'heures effectuées	Payées		Compensées		Nombre d'heures effectuées	Payées		Compensées	
	Nombre d'heures effectuées	Montant	Nombre d'heures effectuées	Montant		Nombre d'heures effectuées	Montant	Nombre d'heures effectuées	Montant		Nombre d'heures effectuées	Montant	Nombre d'heures effectuées	Montant
1308	459,0	23 093,00 \$	849,0	42 714,00 \$	226,0	113,0	4 863,00 \$	113	4 863,00 \$	0	0	- \$	0	- \$

Source : données SAGIP en date du 22 mars 2016

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15F

Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel - Année 2015-2016

Nombre de jours de vacances - réguliers et occasionnels													
Catégorie d'emploi	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
Cadres ¹	1,0	0,0	8,0	61,0	26,0	20,0	10,0	1,0	7,0	2,0	3,0	4,0	143,0
Professionnels	54,0	26,0	76,0	330,0	495,0	88,0	71,0	115,0	101,0	31,0	17,0	56,0	1460,0
Personnel de bureau et techniciens	31,0	9,0	44,0	179,0	285,0	37,0	22,0	9,0	49,0	16,0	17,0	10,0	708,0
Ouvriers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	86,0	35,0	128,0	570,0	806,0	145,0	103,0	125,0	157,0	49,0	37,0	70,0	2311,0

¹ La catégorie d'emploi « Cadres » inclut les hors cadres

Source : Données SAGIP en date du 22 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15G

Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 et 100 jours ou plus - Année 2015-2016

Catégorie d'emploi	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Cadres supérieurs et hors cadres	1	4	1	0
Professionnels	64	17	0	0
Personnel de bureau et techniciens	31	8	0	0
Ouvriers	0	0	0	0
Total	96	29	1	0

Source : Données SAGIP en date du 22 mars 2016

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15H

Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique - Année 2015-2016

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15I

Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui, reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers - Année 2015-2016

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15J

L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agent de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

Catégorie d'emploi	2013-2014														Total
	Bas St-Laurent	Sagu. Lac St-Jean	Capitale Nationale	Mauricie	Estrie	Montréal	Montérégie	Outaouais	Abitibi-Témis.	Côte-Nord	Gaspésie-IDLM	Lanaudière	Laurentides	Centre-du-Qué.	
Cadres supérieurs et hors cadres	0	0	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	6	9
Professionnels	2	0	6	3	2	12	3	0	1	1	1	2	1	30	64
Personnel de bureau et techniciens	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28	30
Ouvriers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	2	0	9	4	2	13	3	0	1	1	1	2	1	64	103

Catégorie d'emploi	2014-2015														Total
	Bas St-Laurent	Sagu. Lac St-Jean	Capitale Nationale	Mauricie	Estrie	Montréal	Montérégie	Outaouais	Abitibi-Témis.	Côte-Nord	Gaspésie-IDLM	Lanaudière	Laurentides	Centre-du-Qué.	
Cadres supérieurs et hors cadres	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	4	6
Professionnels	2	0	6	3	2	12	2	0	1	0	1	2	1	30	62
Personnel de bureau et techniciens	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	26	28
Ouvriers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	2	0	9	3	2	13	2	0	1	0	1	2	1	60	96

Catégorie d'emploi	2015-2016														Total
	Bas St-Laurent	Sagu. Lac St-Jean	Capitale Nationale	Mauricie	Estrie	Montréal	Montérégie	Outaouais	Abitibi-Témis.	Côte-Nord	Gaspésie-IDLM	Lanaudière	Laurentides	Centre-du-Qué.	
Cadres supérieurs et hors cadres	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	4	6
Professionnels	2	0	7	3	2	13	0	1	1	0	1	2	1	33	66
Personnel de bureau et techniciens	0	0	2	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	25	28
Ouvriers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	2	0	10	3	2	15	0	1	1	0	1	2	1	62	100

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15K

L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir

Année	Catégorie d'emploi	Prime expert (10%)			Prime émérite (15%)			Total		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
2013-2014	Professionnels	3	3	6	0	0	0	3	3	6
2014-2015	Professionnels	3	3	6	0	0	0	3	3	6
2015-2016	Professionnels	2	6	8	0	0	0	2	6	8

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15L

Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

Catégorie d'emploi	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Cadres et hors cadres	0	0	0
Professionnels	0	0	0
Personnel de bureau et techniciens	0	0	0
Ouvriers	0	0	0
Total	0	0	0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15M

Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre administratif et chacune des régions)

Catégorie d'emploi	2013-2014														
	Bas St-Laurent	Sagu. Lac St-Jean	Capitale Nationale	Mauricie	Estrie	Montréal	Montérégie	Outaouais	Abitibi-Témis.	Côte-Nord	Gaspésie-IDLM	Lanaudière	Laurentides	Centre-du-Qué.	Total
Cadres supérieurs et hors cadres			1	1		1								4	7
Professionnels	2	1	8	2	2	14	3	1	1	1	1	2	1	45,2	84,2
Personnel de bureau et techniciens			2			2								35,8	39,8
Ouvriers														0	0
Total	2	1	11	3	2	17	3	1	1	1	1	2	1	85	131

Catégorie d'emploi	2014-2015														
	Bas St-Laurent	Sagu. Lac St-Jean	Capitale Nationale	Mauricie	Estrie	Montréal	Montérégie	Outaouais	Abitibi-Témis.	Côte-Nord	Gaspésie-IDLM	Lanaudière	Laurentides	Centre-du-Qué.	Total
Cadres supérieurs et hors cadres			1	1		1								4	7
Professionnels	2	1	8	2	2	14	3	1	1	1	1	2	1	44,2	83,2
Personnel de bureau et techniciens			2			2								33,8	37,8
Ouvriers														0	0
Total	2	1	11	3	2	17	3	1	1	1	1	2	1	82	128

Catégorie d'emploi	2015-2016														
	Bas St-Laurent	Sagu. Lac St-Jean	Capitale Nationale	Mauricie	Estrie	Montréal	Montérégie	Outaouais	Abitibi-Témis.	Côte-Nord	Gaspésie-IDLM	Lanaudière	Laurentides	Centre-du-Qué.	Total
Cadres supérieurs et hors cadres			1			1								5	7
Professionnels	2	1	7	3	2	16	0	2	1	1	1	2	1	36	75
Personnel de bureau et techniciens			2			2								31	35
Ouvriers														0	0
Total	2	1	10	3	2	19	0	2	1	1	1	2	1	72	117

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15N

Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15O

Le nombre d'employés permanents et temporaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15P

Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION NO 16

- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées;
- b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

RÉPONSE À LA QUESTION NO 16

Nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et 2015-2016

- La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
-

Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

- En 2015-2016, il y a eu deux remplacements effectués à ce jour.
-

Nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018

- Le nombre de départs à la retraite prévus pour l'année 2016-2017 est de 13.
 - Le nombre de départs à la retraite prévus pour l'année 2017-2018 est de 6.
-

Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

- Pour l'année 2015-2016, trois retraités engagés.
-

QUESTION NO 17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

RÉPONSE NO 17

Voir le tableau ci-joint.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnel* (art. 4 paragraphe 27).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 17

Liste des baux pour les espaces occupés par le ministère et organismes – 2015-2016

Emplacement de la location	Superficie locative (m2)	Coût total de location + (Frais de gestionnaire)	Échéance du bail	Coûts aménagements en 2015-2016	Propriétaire
625, boulevard Laflèche, Baie-Comeau	31,56	6 650 \$	14 juin 2025	Nil	Corporation Headway Ltée
1299, avenue Champs-Élysées, Chicoutimi	58,57	9 065 \$		Nil	CIDIC Ltée
309, rue Brock, Drummondville + local d'entreposage	2 085, 24 10,23	416 671 \$		Nil	Société québécoise des infrastructures (SQI)
Entrepôt, 597, rue Lindsay, Drummondville	378,39	22 889 \$	31 mars 2016	Nil	Poste-Canada
96, montée de Sandy-Beach, Gaspésie	91,72	19 508 \$		Nil	Société québécoise des infrastructures (SQI)
170, rue de Hôtel-de-Ville, Gatineau	15,00	4 047 \$		Nil	Société québécoise des infrastructures (SQI)
500, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal	840,19	296 147 \$	30 sept. 2027	12 918 \$	ALFID
337, rue Moreault, Rimouski	99,24	14 129 \$		Nil	Société québécoise des infrastructures (SQI)
255, avenue Principale Rouyn-Noranda	87,43	14 713 \$		Nil	Développement Tetra inc.
85, rue de Martigny Ouest, St-Jérôme	31,84	5 447 \$		Nil	Société québécoise des infrastructures (SQI)
979, avenue de Bourgogne, Québec	406,55	76 282 \$	30 avril 2017	Nil	Fonds de placement Immobilier Cominar

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 17

Liste des baux pour les espaces occupés par le ministère et organismes – 2015-2016

Emplacement de la location	Superficie locative (m2)	Coût total de location + (Frais de gestionnaire)	Échéance du bail	Coûts aménagements en 2015-2016	Propriétaire
200, rue Belvédère Nord, Sherbrooke	72,07	15 177 \$	14 juillet 2019	Nil	2423-5632 Québec inc.
100, rue Laviolette, Trois-Rivières	168,77	23 099 \$		796 \$	Société québécoise des infrastructures (SQI)
201, Place Charles-Lemoyne, Longueuil	104,1 ¹	11 265 \$	¹ L'Office a mis fin à l'entente d'occupation le 31 janvier 2016	Nil	Société québécoise des infrastructures (SQI)
40, rue Gauthier, Joliette		6 000 \$	Reconduit chaque année	Nil	Entente avec le MTESS

QUESTION NO 18

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

RÉPONSE NO 18

L'Office des personnes handicapées du Québec n'a aucun frais de déménagement, d'aménagement, de rénovation pour le bureau de la Direction générale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*

RÉPONSE NO 19

Cette question ne s'applique pas à l'Office des personnes handicapées du Québec.

QUESTION NO 20

Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 20
Budget discrétionnaire de la directrice générale

Bénéficiaire	Montant
Altergo Madame Monique Lefebvre, directrice générale 525, rue Dominion, bureau 340 Montréal (Québec) H3J 2B4	6 000.00 \$
REPAR-FRSQ Madame Sylvie Nadeau Professeure Faculté de médecine, Université de Montréal, Pavillon du Parc, bureau 402-28 7077, avenue du Parc Montréal (Québec) H3N 1X7	1 000.00 \$
DAWN-RAFH nationale Madame Bonnie Brayton Directrice exécutive nationale 110, rue Ste-Thérèse, bureau 505 Montréal (Québec) H2Y 1E6	1 000.00 \$
Regroupement des organismes de promotion pour personnes handicapées de la Mauricie Monsieur Steve Leblanc Directeur 1322, rue Ste-Julie, bureau 37 Trois-Rivières (Québec) G9A 1Y6	500.00 \$
Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec Monsieur Richard Lavigne Directeur-général 2030, boul. Pie-IX, bureau 300 Montréal (Québec) H1V 2C8	5 000.00 \$
D'un couvert à l'autre Monsieur Claude Clément Président 780, rue St-Jean Longueuil (Québec) J4H 2Y7	3 000.00 \$
École Joseph-Charbonneau Madame Marie-Andrée Mercier Enseignante 8200, rue Rousselot Montréal (Québec) H2E 1Z6	500.00 \$
Association du Québec pour l'intégration sociale Madame Anik Larose Directrice générale 3958, rue Dandurand Montréal (Québec) H1X 1P7	1 500.00 \$
Mouvement personne d'abord de Ste-Thérèse Madame Tonia Reda 12, rue St-Joseph Ste-Thérèse (Québec) J7E 3L6	1 500.00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Sans oublier le sourire Madame Marianne Dupéré Coordonnatrice 1700, rue Amherst Montréal (Québec) H2L 3L5	1 500.00 \$
Regroupement des associations des personnes handicapées de la Gaspésie (Les Îles) Monsieur Jean-Pierre Poirier Président 37, rue Chrétien, bureau 25 Gaspé (Québec) G4X 1E1	4 000.00 \$
Association des handicapés adultes de la Côte-Nord inc. Madame Annie Boisseau Coordonnatrice 859, rue Bossé, bureau 103 Baie-Comeau (Québec) G5C 3P8	4 000.00 \$
Les Pantouflards Monsieur André Leclerc 4545, avenue Pierre-De Coubertin Montréal (Québec) H1V 0B2	4 000.00 \$
Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec Monsieur Richard Lavigne Directeur-général 2030, boul. Pie-IX, bureau 300 Montréal (Québec) H1V 2C8	3 000.00 \$
Zone Loisir Montérégie (ZLM) Monsieur Jean Lemonde Directeur-général 3800, boul. Casavant Ouest St-Hyacinthe (Québec) J2S 8E3	5 000.00 \$
Le RAPLIQ Madame Linda Gauthier Présidente C.P. 3272, succ. Lapierre Lasalle (Québec) H8N 3H4	2 000.00 \$
Société Lucoise pour personnes handicapées Monsieur Paul St-Laurent Président C.P. 6091 St-Jean-sur-Richelieu (Québec) J2W 2A1	2 500.00 \$
AQRIPH Madame Isabelle Tremblay Directrice 1173, boul. Charest Ouest, bureau 312 Québec (Québec) G1N 2C9	1 500.00 \$
École de la Baie St-François Madame Chloé Filiatrault Étudiante 70, rue Louis VI Major Salaberry-de-Valleyfield (Québec) J6T 3G2	500.00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

CPE Giboulée Madame Chantal Lavoie Conseillère pédagogique 525, rue Huberdeau Laval (Québec) H7X 1P6	2 000.00 \$
Regroupement action jeunesse Saguenay-Lac-St-Jean Madame Zoé Bergeron Chargée de projet C.P. 880, Centre-Ville Jonquière (Québec) G7X 7W8	1 000.00 \$
Réseau québécois de l'action communautaire autonome Monsieur Normand Gilbert Coordonnateur 1555, Papineau Montréal (Québec) H2K 4H7	1 000.00 \$
Société canadienne du cancer (2) Ermitage Saint-Antoine Fondation Sainte-Croix/Hériot (Parents d'employés)	195.00 \$

QUESTION NO 21

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 21

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère

Catégorie d'emploi	Nom de la personne	Poste occupé	Salaire de base et bonis	Assignment initiale	Assignment actuelle	Date de l'assignment hors structure	Date de la fin de l'assignment, s'il y a lieu
Cadres supérieurs et hors cadres	Sylvie Tremblay	Directrice générale	148 222 \$	OPHQ : 4 février 2013	ASSS Laval	2 septembre 2014	26 août 2015
Professionnels							
Personnel de bureau et techniciens							
Ouvriers							
Total							

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 22

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 22

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION NO 23

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) prévisions pour 2016-2017;
- c) par catégorie d'âge.

RÉPONSE NO 23

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 24

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

RÉPONSE NO 24

Nom de la personne : Sylvie Tremblay

Poste occupé et nom de l'organisme : Directrice générale de l'Office des personnes handicapées du Québec

Salaire de base et bonis, le cas échéant : 148 222 \$

Assignation initiale : Office des personnes handicapées du Québec (4 février 2013)

Assignation actuelle : Agence de la santé et des services sociaux de Laval

Date de l'assignation : 2 septembre 2014

Date de fin de l'assignation : 26 août 2015

QUESTION NO 25

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 25

Liste des abonnements

Fournisseur	Coût	Nature du service
Tabagie Marier	1234,73 \$	Journaux
Canadian Human Rights Reporter Inc.	65,00 \$	Human Rights Digest - pdf
LexisNexis	50,00 \$	Thema – Injonctions, 2 ^e édition
	96,00 \$	Précis de droit international public, 2 ^e édition
Gaudet éditeur Ltée	2293,41 \$	Accès légal – trois sites
La Fondation du Barreau Canadien	145,00 \$	Revue du Barreau Canadien (trois numéros en ligne et volume relié)
Les Éditions Wilson & Lafleur inc.	250,00 \$	La corporation sans but lucratif 2 vol. + MAJ 1 an
	105,00 \$	342.726.15 – Alter Ego : Chartes des droits de la personne, 28 ^e édition 2015
	70,00 \$	216.A Code civil du Québec
	70,00 \$	216.B Code de procédure civile
Les Éditions Yvon Blais inc.	329,00 \$	Accès à l'information : Loi annotée - MAJ. 30-31 et 32
	48,00 \$	F.P. # 402 Les soins de fin de vie
	138,00 \$	Code criminel annoté 2016 + cd + table + pvw
	115,00 \$	Intégrité personne et consentement soins 3 ^e édition
	124,00 \$	Responsabilité civile 8 ^e édition, vol. 1 : Princ.gén.
	122,00 \$	Droit des personnes physiques 5 ^e édition
	45,00 \$	Mandat donné en prévision inaptitude
	68,00 \$	Surveillance l'utilisation d'internet au travail
	67,00 \$	Responsabilité civile et sécurité information
	54,00 \$	Cadre juridique des technologies d'information
67,00 \$	Droit de la protection du consommateur	
Solutions Novaxis	2 000,38 \$	Accès à Citation - conventions collectives en ligne
Québec Municipal	500,00 \$	Portail Internet reliant les membres des communautés municipales pour échanger des informations, services, etc.

QUESTION NO 26

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

RÉPONSE NO 26

L'Office des personnes handicapées du Québec n'a déboursé aucune somme pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

QUESTION NO 27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 27

Liste des sites Internet sous la responsabilité de l'OPHQ

Office des personnes handicapées du Québec (www.ophq.gouv.qc.ca)

a) le nom du site Web;	Office des personnes handicapées du Québec (www.ophq.gouv.qc.ca)
b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;	Centre de services partagés du Québec (CSPQ)
c) les coûts de construction du site;	68 000 \$ en 2010
d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;	14 179 \$
e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);	Aucun coût
f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits
g) la fréquence moyenne de mise à jour;	Quotidiennement
h) le responsable du contenu sur le site.	Catherine Landry et Alexandra Munger

Services accessibles (<http://www.formation.ophq.gouv.qc.ca/>)

a) le nom du site Web;	Services accessibles (http://www.formation.ophq.gouv.qc.ca/)
b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;	Centre de services partagés du Québec (CSPQ)
c) les coûts de construction du site;	60 000 \$
d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;	13 179 \$
e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);	Le site n'a jamais été refait
f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits
g) la fréquence moyenne de mise à jour;	Semestriellement
h) le responsable du contenu sur le site.	Mélissa Guitard

QUESTION NO 28

Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

RÉPONSE NO 28

La réponse à cette question est fournie à la question n° 7.

QUESTION NO 29

Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

RÉPONSE NO 29

L'Office des personnes handicapées du Québec n'a effectué aucune dépense pour les tournées ou rencontres ministérielles ou sous-ministérielles dans les régions du Québec.

QUESTION NO 30

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

RÉPONSE NO 30

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes.

QUESTION NO 31

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- e) l'objet;
- f) les dates.

RÉPONSE NO 31

La réponse à cette question est fournie aux questions n^{os} 1 et 2.

QUESTION NO 32

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation

RÉPONSE NO 32

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 33

La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

RÉPONSE NO 33

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 34

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 34

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION NO 35

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.

RÉPONSE NO 35

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 36

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.

RÉPONSE NO 36

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 37

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

RÉPONSE NO 37

L'Office des personnes handicapées du Québec n'a reçu aucune somme en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 38

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE NO 38

Le montant total des primes au rendement et des bonis pour l'année 2015-2016 est de 25 048,81 \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 39

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE NO 39

Le montant total des primes de départ (allocations de transition) incluant des montants versés pour bris de contrat pour l'année 2015-2016 est de 127 594,44 \$:

Madame Sylvie Tremblay
Directrice générale
Allocation de départ 10,33 mois de traitement

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 40

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

RÉPONSE NO 40

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 41

Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

RÉPONSE NO 41

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui ont reçu une rémunération sans exercer de fonction.

QUESTION NO 42

Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels ?
Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés;

RÉPONSE NO 42

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

QUESTION NO 43

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

RÉPONSE NO 43

Cette question ne s'applique pas à l'Office des personnes handicapées du Québec.

QUESTION NO 44

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

RÉPONSE NO 44

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 45

Coûts de reconduction des programmes existantes : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

RÉPONSE NO 45

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION NO 46

Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

RÉPONSE NO 46

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 47

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

RÉPONSE NO 47

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 48

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 48

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 49

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2015-2016 et prévision pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 49

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 50

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 50

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 51

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 51

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 52

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

RÉPONSE NO 52

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et à la Lutte contre les changements climatiques (Fonds vert)

QUESTION NO 53

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

RÉPONSE NO 53

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles).

QUESTION NO 54

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

RÉPONSE NO 54

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 55

Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

RÉPONSE NO 55

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>

QUESTION NO 56

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

RÉPONSE NO 56

- a) **Dépense totale (opération et capital)**

287 998,71 \$

- b) **Grands dossiers en cours**

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)

- d) **Nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques**

La réponse à cette question est fournie à la question n° 11.

QUESTION NO 57

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

RÉPONSE NO 57

a) **Masse salariale**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

b) **Indemnités de retraite**

Pour 2015-2016, aucune indemnité de retraite n'a été versée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 58

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

RÉPONSE NO 58

La réponse à cette question est fournie aux questions n^{os} 15c et 15f.

QUESTION NO 59

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 59

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION NO 60

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

RÉPONSE NO 60

L'information sera présentée au rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 61

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et 2015-2016 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

RÉPONSE NO 61

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION NO 62

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

RÉPONSE NO 62

- a) 2014-2015 : 5 743,83 \$
2015-2016 : 5 258,43 \$
- b) Barreau du Québec